

La période couvrant la dernière année de gestion socialiste se caractérisa par une grande continuité avec la précédente. Sûr de la victoire de la droite, le Parti Socialiste chercha à incarner un centre moderniste et gestionnaire, afin d'améliorer à moyen terme ses chances de retour aux affaires. S'accrochant à toute occasion de consensus, devançant les initiatives libérales de la droite, il ne peut empêcher aux élections législatives de Mars 1986 une grave défaite des forces de gauche. Mais, étant parvenu à vider largement la lutte politique, de contenu social et idéologique et devenu le plus grand parti de France, il peut envisager avec un relatif optimisme son propre avenir.

#### ***CLASSICISME ECONOMIQUE. DEGRADATION CACHEE***

La gestion très classique et de plus en plus marquée de libéralisme économique assura au gouvernement de Laurent Fabius l'estime croissante des classes dirigeantes. L'attribution par la presse économique du titre de "meilleur financier de l'année" au ministre des finances, Pierre Bérégovoy, à égalité avec le président du groupe Peugeot, illustra bien cette tardive reconnaissance des élites.

D'un point de vue financier, les résultats sont en effet spectaculaires. La part des profits dans le revenu national a presque retrouvé le niveau de 1973. Le taux d'inflation, que la droite avait laissé à 14 % en 1981 (7,2 % de plus qu'en Allemagne), est revenu à 4,7 % en 1985 (au-

dessous de la moyenne communautaire, 2,9 % au-dessus du taux allemand) ; il était presque nul début 1986. La baisse du dollar et du prix du pétrole jouent un rôle certain dans ce ralentissement, mais la réduction de l'écart d'inflation est imputable à un contrôle sévère des salaires et des marges commerciales progressivement relâché en fin de période. Le pouvoir d'achat des ménages a pu ainsi légèrement augmenter (1% en 1985 après deux années de baisse) : il aura crû de 5 % sur l'ensemble de la législature. Cette petite reprise, encouragée par quelques cadeaux fiscaux, alliée au retour de la majorité des entreprises à une meilleure santé, permit à l'investissement de retrouver son niveau de 1973. Parallèlement, l'endettement du secteur public fut stabilisé à une part du Produit intérieur brut qui reste la plus basse des grands pays industrialisés. Enfin, la balance des paiements revint légèrement au-dessus de l'équilibre (pour la première fois depuis 1979), avec un déficit commercial légèrement croissant, mais revenu à 0,4 % du P.I.B. (meilleur résultat depuis 1978). Cette avalanche de bons indices, s'ajoutant à une réforme très sophistiquée des marchés financiers et rémunération de l'épargne très élevée (6 % au-dessus de l'inflation) firent de la Bourse de Paris le plus attirant des refuges pour les capitaux internationaux fuyant le dollar vacillant.

Mais le classicisme même de ce succès a ses

contreparties. Privilégiant l'épargne au détriment des emprunteurs (industrie et jeunes ménages), attirant les capitaux au prix d'une politique de taux d'intérêt élevé et de franc surévalué, la gestion socialiste aura finalement, malgré les subventions, entravé l'industrie qu'elle entendait pourtant reconstruire. Au fil de la législature, sa part sur le marché mondial aura régressé le niveau de la production n'aura pas finalement retrouvé celui de 1979. Si le chômage cessa de croître à la fin de la période, il faut y voir surtout l'efficacité des mesures sociales (stages, travaux d'utilité collective). Malgré la furieuse opposition du Parti Communiste et de la CGT, qui ne parvint plus à organiser que des actions de commandos (en perdant moins de voix toutefois que la très moderniste CFDT aux élections professionnelles), l'ensemble du salariat sembla désespérer dans la possibilité d'une "autre politique" : le niveau des grèves atteint un minimum historique.

#### ***COURSE AU CONSENSUS AU CENTRE***

Ce "consensus social par abstention" se retrouve dans tous les domaines, et le gouvernement socialiste s'appliqua à ôter ses armes à la propagande de droite, avec plus ou moins d'habileté (création en catastrophe de deux chaînes privées, concession d'une quasi-zone franche fabuleusement subventionnée à la société Disney pour la création d'un parc d'attraction).

Très significative fut l'affaire du Rainbow Warrior, navire d'observation du mouvement pacifiste international Greenpeace, coulé par un attentat qui fit un mort, dans le port d'Auckland (Nouvelle Zélande), alors qu'il s'appêtait à aller observer les effets nucléaires français dans l'Atoll de Mururoa, début Juillet. Soumis à la pression de la Nouvelle Zélande et de la presse française, qui démontraient progressivement l'implication des services secrets français, le gouvernement joua alternativement la carte de la bonne foi surprise et de la résolution à faire la lumière, allant jusqu'à acculer le ministre de la défense Charles Hernu à la démission, pour finalement n'en proclamer qu'avec plus de force le droit de la France à mener ses expériences dans le Pacifique et à les protéger coûte que coûte, quitte à s'aliéner tous les Etats du Pacifique Sud. La droite chercha d'abord à exploiter le scandale, mais, l'accord sur le fond avec les objectifs des services secrets, ne put empêcher le Président de ressouder autour du gouvernement (et de Charles Hernu, "bouc émissaire" dont la popularité atteint des sommets) le consensus populaire autour de la force française de dissuasion, que ne purent jamais ébranler les maigres mouvements pacifistes.

#### **LE TRIOMPHE AMBIGUE DE LA DROITE**

Le dernier obstacle avant la campagne électorale ainsi éliminé, François Mitterrand se saisit fin Décembre de

l'occasion que lui offrait une plateforme de l'opposition trop manquée d'esprit de revanche pour lancer la campagne du PS dans un style très référendaire, sur deux thèmes : maintien de la politique de modernisation tranquille, mais sauvegarde des acquis sociaux du début de la législature. Campagne très simple et très efficace, qui marginalisa totalement un Parti Communiste campant dans une opposition stérile, et une gauche alternative et écologiste incapable de proposer un programme et une stratégie politique unifiés.

La campagne fut donc marquée par une remontée assez régulière du P.S. qui n'entamait pas le poids total de la droite, mais soulignait ses profondes divisions. Division entre droite classique et extrême : tout en reprenant largement les thèmes sécuritaires et xénophobes du Front National de Jean Marie Le Pen, l'alliance RPR-UDF proclamait son refus de gouverner avec lui. Division sur le libéralisme économique : tout en adoptant un reaganisme de façade, le RPR et Raymond Barre restaient profondément fidèles au classicisme interventionniste de la droite française. Rivalité de personnes surtout, qui se cristallisa sur le problème de la "cohabitation". La constitution de la Ve République partage en effet la direction de l'exécutif entre le Président (dont la prochaine élection n'est prévue qu'en 1988) et le Premier ministre (responsable devant le parlement) R. Barre, leader le plus populaire de l'UDF, avait

intérêt à provoquer une crise institutionnelle rapide pour gagner une élection présidentielle anticipée, le leader du RPR (Jacques Chirac) et les deux autres leaders de l'UDF (Valéry Giscard d'Estaing et François Léotard) avaient intérêt à jouer le jeu de la cohabitation pendant deux ans. Le PS comptait sur le scrutin proportionnel, succédant à trente ans de vote à deux tours, pour achever de laminer ses partenaires de gauche en appelant à voter "comme à un second tour", et pour laisser la droite se diviser.

Objectif presque atteint. Les électeurs donnèrent 55 % à la droite, 44 % à la gauche (son plus mauvais résultat depuis 1962). Mais le PC, avec moins de 10 % des voix, perdait la moitié de son électorat en 8 ans. Le PS, avec 32 % réalisait un score médiocre pour un second tour, mais plutôt bon pour un premier tour (23 % en 1978, 37 % en 1981). Surtout, en enlevant presque 10 % des voix, l'extrême droite ne laissait à la droite classique qu'une majorité de deux sièges.

Nommé premier ministre, Jacques Chirac réservait au RPR la place forte des finances (confiées au très classique Jean Balladur), des affaires sociales (le très ouvert P. Seguin) et de l'intérieur (les très répressifs MM. Pasqua et Pandraud). Il accordait aux libéraux les ministères dépensiers et la communication, tout en s'assurant du consentement présidentiel pour le choix de la défense et des affaires étrangères. Ses deux rivaux, MM. Barre et Giscard

d'Estaing, se retrouvaient privés de tout pouvoir, tandis que le Front National n'entraît dans la coalition qu'au niveau régional.

Situation hautement instable qui laisse au Parti socialiste le double bénéfice d'une opposition résolue (affirmée dès la dévaluation, pourtant souhaitable) et d'un certain pouvoir de veto présidentiel, et qui le met en bonne position pour les présidentielles. Les communistes, l'extrême gauche et les écologistes, entrés en crise profonde, auront bien du mal à réoccuper d'ici là l'espace pourtant ouvert à une autre conception de la politique et du progrès social.